




Informations de base	
2023/2175(DEC) DEC - Procédure de décharge Décharge 2022: entreprise commune «Hydrogène propre» (Clean H2 JU) Subject 8.70.03.12 Decharge 2022	Procédure terminée

Acteurs principaux				
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination
	CONT Contrôle budgétaire		WIEZIK Michal (Renew)	23/05/2023
			Rapporteur(e) fictif/fictive WINZIG Angelika (EPP) CREȚU Corina (S&D) THIOLLET François (Greens /EFA) CZARNECKI Ryszard (ECR) ADINOLFI Matteo (ID) OMARJEE Younous (The Left)	
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
ITRE Industrie, recherche et énergie		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Budget		HAHN Johannes	

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
28/06/2023	Publication du document de base non-législatif	COM(2023)0391 	

12/09/2023	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
22/02/2024	Vote en commission		
12/03/2024	Dépôt du rapport de la commission	A9-0089/2024	
10/04/2024	Débat en plénière		
11/04/2024	Décision du Parlement	T9-0275/2024	Résumé
11/04/2024	Résultat du vote au parlement		
10/10/2024	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2023/2175(DEC)
Type de procédure	DEC - Procédure de décharge
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	CONT/9/13011

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Projet de rapport de la commission		PE753.490	15/12/2023	
Amendements déposés en commission		PE757.341	31/01/2024	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0089/2024	12/03/2024	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0275/2024	11/04/2024	Résumé
Conseil de l'Union				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif complémentaire		06182/2024	12/03/2024	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif		COM(2023)0391	28/06/2023	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
CofA	Cour des comptes: avis, rapport	N9-0085/2023 JO C 000 16.11.2023, p. 0000	14/11/2023	

--

Informations complémentaires

Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final

Budget 2024/2364 JO OJ L 10.10.2024
--

Décharge 2022: entreprise commune «Hydrogène propre» (Clean H2 JU)

2023/2175(DEC) - 11/04/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé de **donner décharge** à la directrice exécutive par intérim de l'entreprise commune «Hydrogène propre» sur l'exécution du budget de l'entreprise commune pour l'exercice 2022.

Constatant que la Cour des comptes estime que les comptes annuels de l'entreprise commune relatifs à l'exercice 2022 présentent fidèlement la situation financière de l'entreprise commune au 31 décembre 2022, ainsi que le résultat de ses opérations, le Parlement a adopté, par 552 voix pour, 26 voix contre et 12 abstentions, une résolution contenant une série d'observations qui font partie intégrante de la décision de décharge.

Gestion budgétaire et financière

Le budget disponible pour 2022 en crédits d'engagement s'élevait à **314,3 millions d'EUR** (contre 15,8 millions d'EUR en 2021), dont 305,8 millions d'EUR pour les activités opérationnelles et 8 millions d'EUR pour les dépenses administratives, et en crédits de paiement, à 118,3 millions d'EUR (contre 56,2 millions d'EUR en 2021), dont 109,7 millions d'EUR pour les activités opérationnelles et 8,1 millions d'EUR pour les dépenses administratives.

À la fin de 2022, l'entreprise commune «Hydrogène propre» avait engagé **425,8 millions d'EUR**, soit 95% des 450 millions d'EUR correspondant à la contribution maximale de l'Union aux activités opérationnelles pour les conventions de subvention signées au titre du septième programme-cadre pour la recherche. Sur ce montant engagé, quelque 3 millions d'EUR (soit 0,7%) devaient encore être payés en 2023 pour la clôture du dernier projet en cours relevant du septième programme-cadre pour la recherche.

En outre, à la fin de 2022, le niveau des contributions en nature déclarées par les membres privés, et validées par l'entreprise commune, atteignait 450 millions d'EUR, ce qui correspond à l'objectif minimal fixé en la matière.

Pour la réalisation du programme Horizon 2020 en rapport avec les conventions de subvention et les contrats signés, à la fin de 2022, l'entreprise commune avait engagé la totalité des **646 millions d'EUR** correspondant à la contribution maximale de l'Union européenne aux activités opérationnelles pour les conventions de subvention et les contrats signés au titre du programme en question. Sur ce montant engagé, quelque 88,5 millions d'EUR (soit 13,7%) doivent encore être payés dans les années à venir, pour des projets et des contrats dont l'exécution n'est pas encore terminée.

Le taux d'exécution du budget des paiements pour les activités d'Horizon 2020 en 2022 a baissé (de 88% en 2021 à 81% en 2022), ce qui tient au fait que les bénéficiaires ont été confrontés à l'augmentation des coûts et à des problèmes de livraison à la suite de la crise de la COVID-19 et de la guerre d'agression contre l'Ukraine. Par conséquent, la durée de la plupart des projets relevant d'Horizon 2020 a dû être prolongée et les paiements finaux, reportés à 2023.

L'entreprise commune a lancé le premier appel à propositions sur l'hydrogène dans le cadre d'Horizon Europe, pour une valeur totale de 300 millions d'EUR.

Autres observations

La résolution contient également une série d'observations sur les systèmes de gestion et de contrôle, les marchés publics et le personnel.

En particulier, elle constate ce qui suit :

- la gestion des appels d'offres et des contrats s'est notamment fondée sur des procédures interinstitutionnelles de passation de marchés lancées par la Commission ou d'autres organismes de l'Union, qui ont donné lieu à des contrats-cadres pluriannuels;

- l'entreprise commune a eu recours de façon intensive aux modules eTendering, eNotices et eSubmission; l'environnement de travail numérique de chaque membre du personnel est sans cesse modernisé;
- l'équipe d'agents statutaires de l'entreprise commune compte 29 postes (27 agents temporaires et 2 agents contractuels); les ressources humaines comprennent 2 experts nationaux détachés;
- en ce qui concerne les dépenses au titre d'Horizon 2020, l'entreprise commune a communiqué un taux d'erreur représentatif de 2,9% et un taux d'erreur résiduel de 0,9%;
- la Cour a détecté et quantifié une erreur grave concernant les frais de personnel, ainsi qu'une erreur résultant de la déclaration, par le bénéficiaire, de coûts pour des équipements qu'il n'avait pas utilisés pendant la période couverte et du calcul incorrect des frais de personnel;
- à la fin de 2022, l'entreprise commune avait élaboré et mis en place une approche globale en matière de contrôles ex ante fondée sur les risques tenant compte des circonstances de risque propres à l'entreprise commune; l'entreprise commune a identifié les grands bénéficiaires pour lesquels le risque lié aux contrôles ex ante était élevé;
- l'entreprise commune a élaboré une approche d'audit ex post fondée sur les risques dans le but de réduire son taux d'erreur grâce à un échantillon mieux ciblé pour détecter les bénéficiaires les plus exposés aux erreurs. La Cour a conclu que les entreprises communes dont l'approche d'audit ex post fondée sur les risques était bien conçue affichent un taux d'erreur résiduel inférieur à la moyenne de celles qui ne disposent pas d'une telle approche, et ce grâce à l'identification et à l'audit systématiques des bénéficiaires les plus à risque.